

On the Horizon

Cameroun

TENDANCES JANVIER/FÉVRIER

Des rivalités internes fragilisent de plus en plus l'appareil d'État. Des factions du parti au pouvoir sont engagées dans des luttes d'influence et des questions se posent quant aux plans de succession du président Biya, qui est à la tête de l'État depuis plus de 40 ans. Le coût de la vie suscite de plus en plus de colère au sein de la population. Le conflit anglophone, qui en est à sa huitième année, semble sans fin.

À SURVEILLER



A QUOI FAUT-IL VEILLER DANS LES SEMAINES ET LES MOIS À VENIR ?

1. Le système politique est à un tournant

Si Paul Biya, 91 ans, n'était plus en capacité de gouverner, les rivalités entre les factions du parti au pouvoir pourraient devenir violentes ou entraver la capacité de l'État à fonctionner.

Les factions politiques rivales pourraient tirer parti de leur influence sur différents éléments des services de sécurité et attiser les tensions ethniques existantes, notamment par le biais des réseaux sociaux.

Toute manifestation contre le coût de la vie, en réponse à la récente suppression des subventions aux carburants par exemple, pourrait susciter des appels en faveur d'une transition politique.

Biya peut encore s'accrocher au pouvoir et se présenter à l'élection présidentielle de 2025, ou passer le relais à l'héritier de son choix, mais l'une comme l'autre option pourrait susciter la résistance de certaines sections du parti au pouvoir ou d'une opposition recomposée.

A SURVEILLER : perception de l'état de santé de Biya ; coût de la vie ou nouvelles mesures en matière économique susceptibles de déclencher des manifestations ; campagne électorale en vue des scrutins de 2025 ; déclarations incendiaires sur les réseaux sociaux.

Conséquences possibles :

Si la crise latente concernant la succession de Biya dégénère en une lutte ouverte pour le pouvoir politique et économique, la violence armée pourrait se propager de la périphérie au centre du pays. Les tensions ethniques existantes pourraient alimenter la violence.

Les forces armées, qui combattent actuellement les milices séparatistes dans les régions anglophones et les insurgés de Boko Haram dans l'Extrême-Nord, et qui assurent le maintien de l'ordre dans plusieurs zones en proie à un risque de violence intercommunautaire ou à des enlèvements, pourraient notamment être amenées à intervenir pour aider à stabiliser les institutions centrales.

2. La violence va probablement s'intensifier dans les régions anglophones

Les séparatistes anglophones pourraient lancer des attaques plus meurtrières une fois qu'ils auront obtenu des quantités d'armes plus importantes.

Les séparatistes biafrais au Nigéria voisin, connus sous le nom d'IPOB, désormais alliés au Conseil de gouvernement de l'Ambazonie (AGovC), l'un des mouvements séparatistes anglophones du Cameroun, pourraient intensifier leurs attaques sur le sol camerounais, en particulier dans la péninsule de Bakassi, riche en pétrole et en gaz.

L'armée poursuivra probablement ses opérations anti-insurrectionnelles du fait de l'absence d'un dialogue constructif entre le gouvernement et les groupes séparatistes anglophones.

Les groupes d'autodéfense et milices poursuivront probablement leurs attaques violentes, avec un nombre élevé de victimes parmi les civils.

A SURVEILLER : Bakassi comme refuge pour les groupes armés ; reprise potentielle des initiatives de médiation ; détérioration des conditions humanitaires suite au rejet récent par les séparatistes de l'aide internationale ; implication de l'Union africaine pour faciliter le règlement du conflit ; réaffectation des troupes à Yaoundé en cas de crise nationale.

Conséquences possibles :

L'accord militaire entre les séparatistes camerounais et nigériens pourrait accroître l'insécurité dans le golfe de Guinée, une région en proie aux actes de piraterie, et raviver les tensions dans la péninsule de Bakassi, où le Cameroun et le Nigéria ont réglé un différend frontalier ancien dans les années 2000.

Alors que le conflit s'éternise, qu'aucune solution ne se dessine et que l'aide humanitaire est entravée, les conditions de vie des civils risquent de s'aggraver. En particulier, le manque d'accès à l'éducation (près de la moitié des écoles de la région ont cessé de fonctionner) exacerbe les problèmes déjà graves auxquels sont confrontées les communautés anglophones du Cameroun et fait peser un poids supplémentaire sur les femmes.

ON THE HORIZON MARS–AOÛT 2024 Offre un aperçu des crises et des conflits qui risquent de s'intensifier au cours des trois à six prochains mois dans un format clair et accessible, identifiant les éléments déclencheurs d'une éventuelle escalade, les dates clés à garder à l'esprit et le comportement éventuel des acteurs, afin de soutenir les efforts de prévention des conflits au niveau mondial.

MÉTHODOLOGIE L'information ci-dessus s'appuie sur notre bulletin de suivi des conflits, CrisisWatch, et les analyses qualitatives des analystes de Crisis Group qui sont basés dans ou près de zones de conflits. Ce document doit être lu en complément de nos rapports pays et régions, ainsi que de nos outils d'alerte précoce, tous disponibles sur le site [crisisgroup.org](https://www.crisisgroup.org).